

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 898

[2007/200526]

**15 DECEMBRE 2006.** — Décret-programme portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le financement des universités et des hautes écoles, les subsides sociaux des hautes écoles et des écoles supérieures des arts, les fonds budgétaires, la garantie octroyée par la Communauté française aux produits financiers de la RTBF et le Fonds Ecoreuil de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives aux Internats*

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2006-2007 au montant accordé pour l'année scolaire 2005-2006, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 2.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par le décret-programme du 16 décembre 2005, l'année « 2007 » est remplacée par l'année « 2008 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 3.** L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2006-2007 au montant accordé pour l'année scolaire 2005-2006, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ».

**Art. 4.** Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2006-2007 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

**Art. 5.** A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 16 décembre 2005 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds Ecoreuil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes écoles, les internats, les Centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006 » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions statutaires relatives à l'enseignement*

**Art. 6.** Dans l'article 44, 3<sup>e</sup> tiret, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les termes « maîtres assistant (cours spéciaux) dans l'enseignement supérieur non universitaire » sont remplacés par les termes « maîtres assistant (cours spéciaux) ou maître de formation pratique (cours spéciaux : bureautique) dans l'enseignement supérieur non universitaire ».

**Art. 7.** Dans l'article 14quinquies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, les termes « Verviers et Vielsam » sont remplacés par les termes « et Verviers »;

2<sup>o</sup> au 7<sup>o</sup>, les termes « et Virton » sont remplacés par les termes « Virton et Vielsam ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives au financement des universités*

**Art. 8.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par le décret du 20 juillet 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 103.120.007 euros » est remplacé par le montant de « 103.391.946 euros »;

b) Au § 2, le montant de « 311.155.481 euros » est remplacé par le montant de « 311.976.032 euros »;

c) Au § 3, le montant de « 5.090.641 euros » est remplacé par le montant de « 5.155.989 euros ».

**Art. 9.** A l'article 32bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par le décret du 20 juillet 2006, le montant de « 8.109.320 euros » est remplacé par le montant de « 8.130.705 euros ».

**Art. 10.** L'article 46, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est complété par un § 8 :

« § 8. Dans la limite des crédits budgétaires, la Communauté française contribue annuellement aux dépenses de personnel et de fonctionnement de l'a.s.b.l. « bibliothèque interuniversitaire de la Communauté française de Belgique ».

Sans préjudice des organes compétents en matière de contrôle administratif et budgétaire, le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du Conseil Interuniversitaire de la Communauté française en application de l'article 16 du décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur est chargé du contrôle de l'usage de la subvention visée à l'alinéa précédent, conformément aux dispositions des articles 55 à 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat ».

**Art. 11.** Pour l'année budgétaire 2007, outre le financement prévu par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant global de 1.236.000 euros, destiné à permettre la prise en charge du surcoût engendré, pour les années budgétaires 2005, 2006 et 2007, par l'octroi d'un pécule de vacance majoré, est réparti entre l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et la Faculté polytechnique de Mons.

Le montant visé à l'alinéa précédent est réparti entre les quatre universités, sur base de leurs surcoûts réels estimés, de la manière suivante :

- Université de Liège : 808.000 euros;
- Université de Mons-Hainaut : 187.000 euros;
- Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux : 125.000 euros;
- Faculté polytechnique de Mons : 116.000 euros.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives au financement des Hautes Ecoles*

**Art. 12.** A l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 20 juillet 2006, le montant de « 264.121.858 euros » est remplacé par le montant de « 269.173.893 euros ».

**Art. 13.** L'article 83 du décret du 30 juin 2006 modernisant le fonctionnement et le financement des Hautes Ecoles est abrogé.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives aux subsides sociaux des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts*

**Art. 14.** A l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par le décret du 16 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Au § 2, le montant de « 49,58 euros (2 000 BEF) » est remplacé par le montant de « 52,06 euros »;
- b) Le § 5 est abrogé.

**Art. 15.** A l'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), modifié par le décret du 16 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

- a) A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 52,33 euros » est remplacé par le montant de « 55,01 euros »;
- b) L'alinéa 4 est abrogé.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

**Art. 16.** Le point 1 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau repris à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent décret.

**Art. 17.** Le point 15 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 concernant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est supprimé.

**Art. 18.** Les points 3 et 16 annexés au décret du 27 octobre 1997 concernant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau repris à l'annexe 2 du présent décret.

**Art. 19.** Les points 30, 31 et 45 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau repris à l'annexe 3 du présent décret.

**Art. 20.** Le point 11 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint à l'annexe 4 du présent décret.

**Art. 21.** Le point 54 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint à l'annexe 5 du présent décret.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives à la garantie octroyée par la Communauté française sur les produits financiers de la R.T.B.F.*

**Art. 22.** L'article 22, § 3, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française est modifié comme suit :

« § 3. La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits par l'entreprise. La Communauté française peut octroyer sa garantie sur les produits financiers de gestion du risque de taux et de change (produits dérivés) contractés par la R.T.B.F. Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion de ces opérations d'emprunts et de gestion du risque de taux et de change effectués avec la garantie de la Communauté. »

#### CHAPITRE X. — *Dispositions relatives au Fonds Ecureuil de la Communauté française*

**Art. 23.** La disposition contenue à l'article 3 du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française est remplacée par la disposition suivante :

« Article 3. Le Fonds a pour objet de constituer et de gérer des réserves financières devant lui permettre d'accomplir, dans le cadre de délégation de missions, toutes les missions à caractère financier qui lui sont confiées par la Communauté française ».

**Art. 24.** La disposition contenue à l'article 4 du décret est remplacée par la disposition suivante :

« Article 4. § 1<sup>er</sup>. En vue de cet objectif, le Fonds est investi des missions suivantes :

- 1° Percevoir ses recettes et gérer ses dépenses;
- 2° Gérer ses réserves;
- 3° Réaliser les missions qui lui sont déléguées par décret en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique financière de la Communauté française dans le cadre des compétences de celle-ci;
- 4° Octroyer des avances de fonds dans les cas déterminés par le Gouvernement.

§ 2. En cas d'insuffisance des réserves du Fonds, la Communauté française procure au Fonds les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ses missions ».

**Art. 25.** L'intitulé du Chapitre VI du décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE VI. — *Ressources et dépenses du Fonds* ».

**Art. 26** La disposition contenue à l'article 18 du décret est remplacée par la disposition suivante :

« Article 18. § 1<sup>er</sup>. Les ressources du Fonds sont constituées des éléments suivants :

1° Les réserves et provisions existant au 31 décembre 2005;

2° Les plus-values et revenus financiers des placements du fonds et des réserves du Fonds;

3° Les versements par la Communauté française au Fonds des montants destinés à la réalisation des missions qui lui sont confiées tel que prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française peut décider de transférer au Fonds, en tout ou en partie, un montant correspondant au solde créditeur de la fusion des comptes financiers de la Communauté française, constaté par son caissier au 31 décembre de l'année précédente. »

**Art. 27.** L'article 19 et l'article 20 du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française sont abrogés.

#### CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

**Art. 28.** L'article 6 produit ses effets à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

L'article 17 produit ses effets au 1<sup>er</sup> novembre 2006.

Les articles du chapitre X entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

#### Annexe 1<sup>re</sup>

| Dénomination du Fonds budgétaire :  | Nature des recettes affectées :  | Objet des dépenses autorisées :                |
|---|--|--|
| 1. Fonds destiné aux rémunérations des membres du personnel subventionné du Ministère de la Communauté française (B). | Remboursement des rémunérations suivant les conventions signées avec toute entité fédérée ou fédérale. | Traitements des ACS, des APE et des Mari-bels. |

#### Annexe 2

| Dénomination du Fonds budgétaire :              | Nature des recettes affectées :  | Objet des dépenses autorisées :  |
|---|--|--|
| 3. Fonds des actions communautaires (B)         | 1. Vente de publications, de catalogues, de guides, droits d'inscription dans le domaine communautaire.<br><br>2. Solde créditeur de l'actif de l'ASBL centre d'animation permanente dissoute.<br><br>3. Subsidés en provenance de l'Union européenne ou d'autres institutions internationales.<br><br>4. Produits de la mise à disposition et de la vente de certaines infrastructures culturelles appartenant à la Communauté française.<br><br>5. Produits de la redevance due par les institutions de prêt en vertu de l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif au droit à la rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogramme et des producteurs de première fixation de films. | Achat de biens et services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions et interventions ponctuelles exceptionnelles dans le domaine communautaire |
| 16. Fonds pour la formation socioculturelle (C) | Perception de droits d'inscription de particuliers, d'institutions privés et parfois de pouvoirs publics pour des activités de formation organisées à l'initiative du service de la formation d'animateurs socioculturels. Frais inhérents à la participation à ces formations, comme les repas ou l'hébergement.  | Frais de fonctionnement, de nourriture, d'hébergement. Achat de matériel destiné à ces formations. Paiement des formateurs, experts et des consultants.                                    |

## Annexe 3

| Dénomination du Fonds budgétaire   | Nature des recettes affectées  | Objet des dépenses autorisées  |
|--|--|--|
| 30. Fonds d'intervention des Fonds structurels européens -Enseignement de promotion sociale(B).  | Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement de Promotion sociale.  | Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertions professionnelles en faveur de l'enseignement de Promotion sociale.  |
| 31. Fonds d'intervention des Fonds structurels européens - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et Enseignement en alternance (B). | Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et Enseignement en alternance.                           | Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertions professionnelles en faveur de l'enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et l'Enseignement en alternance. |
| 45. Fonds pour l'équipement de l'enseignement technique et professionnel (B).  | * Interventions des Fonds européens;<br>* Interventions des Fonds sectoriels;<br>* Interventions régionales, provinciales et fédérales, en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel. | Financement de programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel.  |

## Annexe 4

| Dénomination du Fonds budgétaire  | Nature des recettes affectées  | Objet des dépenses autorisées  |
|---|--|--|
| 11. Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse (A) | Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse<br>Recettes provenant de l'Autorité fédérale dans le cadre de la mise en oeuvre de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait | Subvention des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse |

## Annexe 5

| Dénomination du Fonds budgétaire   | Nature des recettes affectées  | Objet des dépenses autorisées  |
|--|--|--|
| 54. Fonds relatif aux interventions des Fonds européens - Enseignement supérieur (B) | Intervention des Fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur | Dépenses entraînées par des programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur |

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

## Note

Session 2006-2007

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 316-1. — Amendements de commission, n° 316-2.-

Avis des commissions n° 316-3 au n° 316-5 - Rapport, n° 316-6. — Amendement de séance, n° 316-7

Comptes-rendus intégraux - Discussion. Séances des 12 et 13 décembre 2006. — Adoption. Séance du 13 décembre 2006;

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 898

[2007/200526]

**15 DECEMBER 2006.** — **Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de financiering van de universiteiten en van de Hogescholen, de sociale subsidies van de hogescholen en van de hogere kunstscholen, de begrotingsfondsen, de waarborg verleend door de Franse Gemeenschap voor de financiële producten van de RTBF en het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de Internaten*

**Artikel 1.** In afwijking van artikel 32, § 2, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingssubsidies, wat de internaten betreft, voor het schooljaar 2006-2007, vastgesteld op het bedrag dat voor het schooljaar 2005-2006 toegekend werd, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2007 en 1 januari 2006.

**Art. 2.** In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, gewijzigd bij het programma-decreet van 16 december 2005, wordt het jaar « 2007 » vervangen door het jaar « 2008 ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 3.** Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld als volgt : « In afwijking van het eerste lid, c) en d) wordt het bedrag van de subsidies, voor het schooljaar 2006-2007, vastgesteld op het bedrag dat voor het schooljaar 2005-2006 toegekend werd, zoals bepaald in het vorige lid, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2007 en 1 januari 2006 ».

**Art. 4.** De werkingsdotaties van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra worden, voor het schooljaar 2006-2007, verhoogd op dezelfde grondslag als voor de verhoging van de subsidies bedoeld in artikel 52, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

**Art. 5.** In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psychisch-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies, worden de woorden "2002, 2003, 2004, 2005 en 2006" vervangen door de woorden "2002, 2003, 2004, 2005, 2006 en 2007".

HOOFDSTUK IV. — *Statutaire bepalingen betreffende het onderwijs*

**Art. 6.** In artikel 44, derde streepje, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de woorden « meesterassistent (bijzondere vakken) in het niet-universitair hoger onderwijs » vervangen door de woorden « meesterassistent (bijzondere vakken) of meester praktische opleiding (bijzondere vakken : bureautika) in het niet-universitair hoger onderwijs ».

**Art. 7.** In artikel 14*quinquies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° worden de woorden « Verviers en Vielsam » vervangen door de woorden « en Verviers »;

2° in 7° worden de woorden « en Virton » vervangen door de woorden « Virton en Vielsam ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de financiering van de universiteiten*

**Art. 8.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, eerste lid, wordt het bedrag van « 103.120.007 euro » vervangen door het bedrag van « 103.391.946 euro »;

b) In § 2, wordt het bedrag van « 311.155.481 euro » vervangen door het bedrag van « 311.976.032 euro »;

c) In § 3 wordt het bedrag van « 5.090.641 euro » vervangen door het bedrag van « 5.155.989 euro ».

**Art. 9.** In artikel 32*bis*, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt het bedrag van « 8.109.320 euro » vervangen door het bedrag van « 8.130.705 euro ».

**Art. 10.** Artikel 46, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt aangevuld met een § 8 :

« § 8. Binnen de perken van de budgettaire kredieten betaalt de Franse Gemeenschap jaarlijks haar bijdragen in de uitgaven van het personeel en van de werking van de VZW « interuniversitaire bibliotheken van de Franse Gemeenschap van België ».

Onverminderd de organen bevoegd voor de administratieve en begrotingscontrole wordt de Regeringscommissaris, aangesteld bij de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap met toepassing van artikel 16 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs, belast met het toezicht op het gebruik van de subsidie bedoeld in het vorige lid, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 55 tot 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit ».

**Art. 11.** Voor het begrotingsjaar 2007, naast de financiering bedoeld in de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt een globaal bedrag van 1.236.000 euro dat bestemd is voor de betaling van de bijkomende kosten die voor de begrotingsjaren 2005, 2006 en 2007 werden veroorzaakt door de toekenning van een vermeerderd vakantiegeld, verdeeld onder de « Université de Liège », de « Université de Mons-Hainaut », de « Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux » en de « Faculté polytechnique de Mons ».

Het bedrag bedoeld in het vorige lid wordt verdeeld als volgt onder de vier universiteiten op basis van hun geraamde werkelijke bijkomende kosten :

- « Université de Liège » 808.000 euro;
- « Université de Mons-Hainaut » : 187.000 euro;
- « Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux » : 125.000 euro;
- « Faculté polytechnique de Mons » : 116.000 euro.

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de financiering van de Hogescholen*

**Art. 12.** In artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt het bedrag van « 264.121.858 euro » vervangen door het bedrag van « 269.173.893 euro ».

**Art. 13.** Artikel 83 van het decreet van 30 juni 2006 tot modernisering van de werking en de financiering van de hogescholen, wordt opgeheven.

*HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de sociale subsidies van de hogescholen en de hogere kunstscholen*

**Art. 14.** In artikel 89 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) In § 2 wordt het bedrag van « 49,58 euro » (2000 BEF) vervangen door het bedrag van « 52,06 euro »;
- b) § 5 wordt opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) In het eerste lid wordt het bedrag van « 52,33 euro » vervangen door het bedrag van « 55,01 euro »;
- b) Het vierde lid wordt opgeheven.

*HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen*

**Art. 16.** Punt 1 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage I van dit decreet.

**Art. 17.** Punt 15 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt geschrapt.

**Art. 18.** Punten 3 en 16 gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden gewijzigd volgens de tabel opgenomen in bijlage 2 van dit decreet.

**Art. 19.** De punten 30, 31 en 45 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden gewijzigd volgens de tabel opgenomen in bijlage 3 van dit decreet.

**Art. 20.** Punt 11 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 4 van dit decreet.

**Art. 21.** Punt 54 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 5 van dit decreet.

*HOOFDSTUK IX. — Bepalingen betreffende de waarborg verleend door de Franse Gemeenschap voor de financiële producten van de « R.T.B.F »*

**Art. 22.** Artikel 22, § 3, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" wordt gewijzigd als volgt :

« § 3. De Gemeenschap mag haar waarborg verlenen voor de door het bedrijf aangegane leningen. De Franse Gemeenschap mag haar waarborg verlenen voor de financiële producten in verband met het beheer van het rente- en wisselrisico (afgeleide producten) aangegaan door de « R.T.B.F. ». Het beheerscontract bepaalt de nadere regels voor het sluiten van de met de waarborg van de Gemeenschap aangegane leningen en producten in verband met het beheer van het rente- en wisselrisico. »

*HOOFDSTUK X. — Bepalingen betreffende het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap*

**Art. 23.** De bepaling vervat in artikel 3 van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3. Het Fonds heeft ten doel de financiële reserves aan te leggen en te beheren zodat, in het kader van de delegatie van de opdrachten, het bovenvermelde Fonds alle financiële opdrachten kan vervullen die aan dat Fonds worden toevertrouwd door de Franse Gemeenschap ».

**Art. 24.** De bepaling vervat in artikel 4 van het decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. § 1. In dit vooruitzicht wordt het Fonds met de volgende opdrachten belast :

- 1° zijn inkomsten innen en zijn uitgaven beheren;
- 2° zijn reserves beheren;
- 3° de opdrachten vervullen die hem worden toevertrouwd bij decreet met het oog op de uitvoering van het financiële beleid van de Franse Gemeenschap in het kader van haar bevoegdheden;
- 4° geldvoorschotten geven in de gevallen bepaald door de Regering.

§ 2. Bij onvoldoende reserves van het Fonds geeft de Franse Gemeenschap het Fonds de financiële middelen die nodig zijn voor het vervullen van zijn opdrachten ».

**Art. 25.** Het opschrift van Hoofdstuk VI van het decreet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — *Middelen en uitgaven van het Fonds* ».

**Art. 26.** De bepaling vervat in artikel 18 van het decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 18. § 1. De middelen van het Fonds bestaan uit :

1° De reserves en voorzieningen die bestaan op 31 december 2005;

2° De meerwaarden en geldelijke inkomsten van het beleggen van gelden en reserves van het Fonds;

3° De stortingen door de Franse Gemeenschap aan het Fonds van de bedragen bestemd voor het vervullen van de opdrachten die aan het Fonds toevertrouwd worden, zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 3° en 4°.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap kan beslissen om aan het Fonds een geheel of een gedeeltelijk bedrag te storten dat overeenstemt met het creditsaldo van de fusie van de financiële rekeningen van de Franse Gemeenschap, vastgesteld door zijn kashouder op 31 december van het vorige jaar. »

**Art. 27.** De artikelen 19 en 20 van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 28.** Artikel 6 heeft uitwerking met ingang van 1 september 1996.

Artikel 17 heeft uitwerking met ingang van 1 november 2006.

De artikelen van hoofdstuk X treden in werking op 1 januari 2006.

De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 2006.

De Minister-Presidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente

en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Nota

*Zitting 2006-2007*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 316-1. Commissieamendementen, nr. 316-2. — Adviezen van de commissies, nr. 316-3 tot nr. 316-5. — Verslag nr. 316-6. — Vergaderingsamendementen, nr. 316-7.

Integrale verslagen. — Bespreking. — Vergaderingen van 12 en 13 december 2006. — Aanneming. Vergadering van 13 december 2006.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 899

[2007/200529]

**11 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2004 portant désignation des membres de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2004 portant désignation des membres de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 mai 2005, 12 septembre 2005, 22 décembre 2005 et 22 décembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 12, 10°, a);

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6, 7, 9, et 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2004 portant désignation des membres de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'année « 2003 » est remplacée par l'année « 2004 »;

b) L'année « 2006 » est remplacée par l'année « 2007 ».